

Dialogue social, collaboration de classe sont nos lignes rouges !

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a donné trois mois aux syndicats et au patronat pour s'entendre sur des propositions de réformes qui pourraient être déclinées dans un prochain budget. Il donne le cadre en limitant les marges de manœuvre. « *Une voie de réforme nouvelle, sans aucun totem et sans aucun tabou, pas même l'âge de la retraite, à condition qu'elle réponde à l'exigence fixée* », c'est-à-dire ne pas dégrader « *l'équilibre financier* » du système. La ligne rouge : la nouvelle mouture de la réforme ne devra pas coûter plus cher que l'ancienne.

Le Premier ministre a annoncé la constitution d'« *une délégation permanente* ». Elle se réunira « *dès vendredi* » 17 janvier, à 11 heures comprenant des représentants de « *chacun des partenaires sociaux* », chargés de s'entendre sur des modifications de la réforme des retraites « *pendant trois mois* ». « *Si au cours de ce conclave [...], cette délégation trouve un accord d'équilibre et de meilleure justice, nous l'adopterons* », a souligné le chef du gouvernement. Mais surtout « *si aucun accord n'est trouvé, c'est la réforme actuelle qui s'appliquera* » a assuré François Bayrou.

Il proposera à cette "délégation permanente" composée de représentants des partenaires sociaux "de travailler autour de la même table, s'installer dans les mêmes bureaux ensemble pendant trois mois, à dater du rapport de la Cour des comptes". Celui-ci doit établir, par une "mission flash", "l'état actuel et précis du financement du système de retraites". Les syndicats et les organisations patronales sont ainsi invités à se réunir pour des négociations qui devraient durer 3 mois à partir de la date de remise d'un rapport de la Cour des comptes sur l'état actuel du système de retraites. François Bayrou se tourne vers la Cour des comptes en commandant une mission flash, pour faire la lumière sur le financement réel des régimes et trancher.

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a mis en avant le problème du déficit des régimes de retraite, avec des chiffres tirés de son chapeau⁽¹⁾. Le COR, le Conseil d'orientation des retraites, anticipait un déficit autour de 14 milliards d'euros à l'horizon 2030.

François Bayrou lui a donné un montant très supérieur de 55 milliards d'euros. « *Sur les plus de 1.000 milliards de dette supplémentaires accumulés par notre pays ces dix dernières années, les retraites représentent 50 % de ce total* », affirme-t-il. Des chiffres carrément fantaisistes ou sont mélangés le financement des retraites du privé et du public dans un grand tout sorti du budget, sans parler des recettes ou du PIB. Ce qui revient à présenter les choses de manière tronquée, mensongère, des arguments politiques montrant la volonté de ne pas revenir sur une réforme Macron que ce dernier avait « *jugée vitale pour le pays* ».

Une manœuvre visant à ramener les organisations syndicales à la table du « *dialogue social* » pour négocier et s'assurer de ne pas toucher aux profits du patronat. Si cela n'aboutit à rien, la réforme de Borne et de son gouvernement continuera à s'appliquer !

Les organisations syndicales se montrent déjà ouvertes au « dialogue social ».

La déclaration commune² de la CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO avec le MEDEF, la CPME et l'U2P a ouvert la voie, elle fonde le pacte de collaboration de classe de ces organisations à travailler ensemble à la **résolution de la crise !**

*Pascale Coton, vice-présidente CFTC en charge des retraites : "Il nous donne la main et nous permet de remettre sur le tapis toutes nos propositions, que nous avons chiffrées, c'est une bonne chose", Elle liste les pistes d'améliorations possibles: la pénibilité, la retraite des femmes, 40% inférieure à celle des hommes et dont "la dernière réforme a rendu des trimestres inutiles", l'emploi des seniors et espère que le patronat ne s'accrochera pas au "dogme" de l'âge légal à 64 ans si des solutions sont trouvées **pour rester dans le cadre financier fixé** et accepte la ligne rouge.

*La CFDT expliquait: « *on a un nouveau rendez-vous, une opportunité, et la CFDT va s'en saisir [...]* Pour la

première fois on a l'opportunité d'améliorer le système de retraites ».

Du côté de la CGT, si objectif était l'abrogation de la réforme, elle appelait à ouvrir une conférence de financement, **revenir sur ces 64 ans en prenant en compte des sujets essentiels comme la pénibilité, le taux d'emploi des seniors et les inégalités entre les hommes et les femmes".*

**Le Medef réagit : «L'impératif d'équilibre financier posé pour «remettre en chantier la question des retraites» correspond à notre conviction», il insiste pour que «ces discussions s'inscrivent dans le cadre de budgets ne portant pas atteinte à la compétitivité, à la croissance et à l'emploi». Son président, Patrick Martin, souhaite en profiter pour évoquer le «niveau, le financement et la gouvernance de régimes sociaux épuisés».*

**La Confédération des petites et moyennes entreprises, compte proposer «des pistes pour sécuriser notre système de retraites en ajoutant au dispositif par répartition, une part de capitalisation individuelle».*

**Quant à l'U2P, mouvement de commerces de proximité et d'artisans notamment, elle «accueille avec satisfaction» l'annonce du Premier ministre car, selon elle, «commencer par suspendre la réforme des retraites de 2023 aurait envoyé un mauvais signal à l'ensemble des acteurs politiques et sociaux».*

Le MEDEF vient à la table des négociations pour constater leur échec. Un scénario bien connu que l'on a observé lors des négociations sur l'assurance chômage. Qui peut croire que le patronat acceptera tranquillement de revenir sur une réforme qui lui convient s'il n'y est pas contraint ?

Des attitudes syndicales scandaleuses alors que les plans de licenciement, la répression contre les syndicalistes et l'austérité nous touchent de plein fouet, il n'y a rien à négocier avec Bayrou et les patrons. Participer au « conclave », c'est donner quitus à un gouvernement dont la mission est d'imposer un plan austéritaire brutal.

Aucun dialogue avec le gouvernement et le patronat, il faut les affronter !

Les organisations syndicales veulent à la fois revenir sur les mesures d'âge et l'augmentation de la durée de cotisation sans creuser le déficit du régime ! Elles doivent aller chercher de nouvelles recettes. Il va sans dire que l'augmentation de ces cotisations représente une ligne rouge pour les organisations patronales qui se battent pour leur diminution. La future négociation « *sans tabou* » semble déjà bien contrainte.

Le gouvernement nous prépare à une cure austéritaire de choc, la stratégie syndicale est en décalage complet avec la situation. La continuation du « *dialogue social* » n'est qu'une impasse pour le mouvement ouvrier. Comme nous l'affirmions dans nos hebdos 892 et 891 entre autres. Bayrou a rappelé la priorité de la réduction du déficit prévoyant un effort de 50 milliards d'euros en 2025 ! Ce n'est pas notre dette, ce n'est donc pas aux travailleurs de payer la crise !

Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour imposer nos revendications !

Au travers de la grève et des manifestations l'urgence est plus que jamais à la préparation de mobilisations pour affronter gouvernement et patronat. Plus que jamais face à Macron et sa volonté de continuer les attaques, il faut seulement compter sur nos luttes afin d'affronter les capitalistes et arracher nos revendications.

Qu'il s'agisse des salaires, des retraites ou du durcissement autoritaire du régime dans la situation de crise actuelle, de la pression accrue des marchés financiers, du retour des tendances à la guerre à l'international : les travailleurs, la jeunesse et les quartiers populaires doivent prendre leurs affaires en main pour défendre leurs revendications. C'est sur nos propres forces que nous devons compter, celles qui font les rouages de la société produisant toutes les richesses.

Ne pas rentrer dans le jeu du gouvernement et de la collaboration de classe c'est notre ligne rouge !

Il est urgent de rompre avec ce « *dialogue social* ». Bayrou ne cédera sur aucune des revendications importantes, ni sur les salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi. Le « *dialogue social* » sert avant tout à casser la mobilisation et à désarmer les travailleurs quand l'urgence est de préparer à affronter la bataille.

Pour arracher de réelles avancées sociales, il faut un rapport de forces construit par la lutte de classes est impératif. Celui-ci doit se bâtir autour d'une stratégie unifiant les travailleurs, la jeunesse, les retraités dans un programme pour les salaires, les retraites et les services publics... Une mobilisation massive à la hauteur de l'offensive brutale qui se dessine.

Il faut une stratégie de développement des luttes avec des objectifs clairs rassemblant les salariés dans la durée. C'est la responsabilité des organisations syndicales et tout particulièrement de la CGT et de ses syndicats de créer les conditions d'une telle stratégie de lutte.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est l'outil politique indispensable pour celles et ceux qui combattent le capitalisme. Celles et ceux qui veulent changer de société ont leur place pour mener ce combat avec nous.

⁽¹⁾Quelques chiffres tirés du budget dont Bayrou ne parle pas

Macron a réduit à près de 70 milliards d'euros les recettes fiscales et fait monter les aides aux entreprises à

presque 160 milliards d’euros par an si on multiplie comme Bayrou par 10 : 700 milliards de recettes fiscales
1600 milliards d’aides aux entreprises

Ce que nous coûte le capital

Tableau 1

Les conséquences sur le budget de la crise financière de 2008, et du covid 2019

Crise financière globale	2010	+351 mds
Crise Covid et crise énergétique	2023	+458 mds

Tableau 2

Mesures budgétaires **non prévues et non financées** par rapport à la trajectoire budgétaire initiale de 2017.

Sources: Projets de Loi de Finances, documents budgétaires.

En milliards d’euros	2019	2020	2021	2022	2023
Renoncement hausse de la taxe carbone	3,1	6,2	9,3	11,5	11,5
Annulation hausse CSG retraités modestes	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Baisse de l’Impôt sur le Revenu		5,0	5,0	5,0	5,0
Suppression de la taxe d’habitation pour les 20 % de ménages les plus aisés			2,6	5,4	8,2
Baisse des impôts sur la production			10,6	11,3	11,2
Elargissement « supplémentaire » de la prime d’activité	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
TOTAL	7,4	15,5	31,8	37,5	40,2
TOTAL (en pts. de PIB)	0,3	0,7	1,3	1,4	1,4

Et si on parlait du budget de la défense

*La quatorzième LPM (Loi de Programmation Militaire) a doté d’un budget astronomique de **413,3 milliards d’euros étalés sur sept ans** (hors aide à l’Ukraine^(*)), adoptée en juin 2023 par l’Assemblée nationale à une très large majorité. En 2024, la France a consacré 2 % de son PIB aux dépenses militaires comme elle s’y est engagée auprès de l’Otan.

^(*)Les dépenses françaises promises en faveur de l’Ukraine ajoutées aux dépenses pour aider les réfugiées : 26,04 milliards d’euros, dont 7,04 milliards d’euros d’aides directes et 15,31 milliards d’euros de quote-part des aides européennes permettant notamment d’acheter des armes pour l’Ukraine fait partie de ces calculs.

⁽²⁾<https://www.cfdt.fr/sinformer/communiques-de-presse/declaration-commune-cfdt-cfe-cgc-cftc-cpme-fo-medef-u2p>